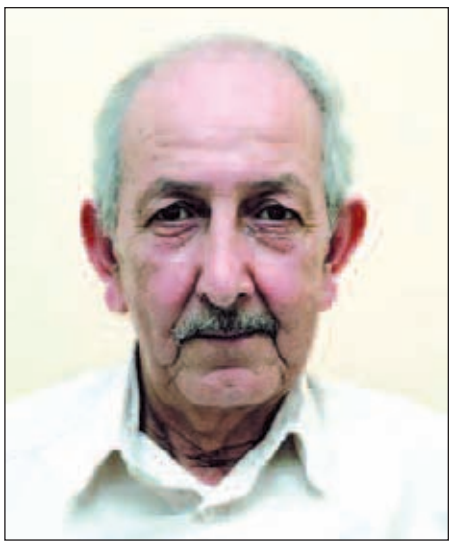
Le Soir
PANORAMA

LETTRE DE PROVINCE

Anathèmes et affrontements verbaux : un insoutenable désordre politique



Par Boubakeur Hamidechi
boubakeur.hamidechi@Yahoo.fr

Cette fois, c'est la panique. Même le patron du FLN a fini par perdre de sa superbe et sombre dans la vulgarité. Les autres signes révélateurs sont ceux qui nous parviennent des milieux habituellement favorables à la «perpétuité présidentielle» de Bouteflika. Ceux-là également sont atteints par le doute qui, depuis deux années, plane sur sa capacité à assumer pleinement la lourde charge de chef de l'Etat. Et c'est ainsi que d'un jour à l'autre et d'une salve de critiques à sa riposte, la polémique a fini par devenir une véritable guerre des tranchées par-dessus lesquelles sont balancés les anathèmes. Avec en première ligne, deux chefs de partis, dont la hargne et le peu de considération qu'ils se vouent mutuellement renseignent sur la piètre qualité du débat politique. Ne sommes-nous donc pas en présence de l'échantillon le plus expressif de la dévaluation de ce dernier ? Mais comment en est-on arrivé à une telle médiocrité, laquelle a permis, entre autres aberrations, la promotion à de hautes responsabilités de certains personnages troubles ?

C'est qu'au fil des successions au pouvoir et de l'amplification de la corruption sous toutes ses formes, la société politique s'est, à son tour, dévoyée en balayant les scrupules au-delà desquels elle avait découvert l'amoralité tranquille pour durer, lorsqu'il n'est plus possible de prospérer en fructifiant ses offres de services. C'est ce que l'on appelle communément la «clochardisation des élites politiques» dans laquelle l'on reconnaît tous ceux qui sont parvenus à faire du «militantisme» le sésame des carrières personnelles. Or pareil diagnostic a, depuis longtemps, cessé d'être du seul domaine de la science politique. Il est, désormais, maîtrisé à la perfection dans tous les «travaux pratiques» auxquels s'adonnent avec pertinence les commentateurs de comptoir. Car contrairement à ce qui s'affirme avec mépris, les Algériens sont encore capables d'exprimer plus que des avis.

De nos jours, ils portent surtout des jugements peu amènes sur les dirigeants qui, dans leur aveuglement, continuent à les traiter de veaux. En clair, ils constituent une opinion que l'on a décidé d'ignorer et qui le leur rend bien. C'est qu'on optant pour une sorte de résistance passive et notamment en boycottant rituellement les urnes du pouvoir, l'opinion en question se révèle comme le marqueur indélébile du divorce de la société avec les sirènes de la politique. Un rejet, ou plutôt une fracture, devenue progressivement le processus de la contestation que partagent dorénavant certains caciques horrifiés par la déliquescence galopante de l'Etat. Il est étonnant d'ailleurs que ceux qui, dès 1999, refusaient de miser un dinar sur la qualité de «visionnaire» de Bouteflika ne crurent finalement pas si bien prédire quant à la faillite politique et morale dont il est aujourd'hui l'auteur principal. Dans le même ordre d'idées, l'Algérie n'est-elle pas en train d'être livrée comme une proie à de pseudo-capitaines d'industrie qui ne sont en réalité que des affairistes faisant du négoce avec les biens publics. Cela veut dire que nous avons affaire à une nouvelle bourgeoisie compradore qui n'a pu croître et prospérer aussi rapidement que par l'absence d'un solide pouvoir de dissuasion au sommet de l'Etat. Or le déni de vérité dans lequel se sont englués les partisans du Président a fini par installer de la psychose dans ces cercles du palais qui, au fil du temps, voient s'épuiser leurs stocks de subterfuges. Alors que la subornation des institutions prend un peu plus d'ampleur et qu'à l'opposé, de nouvelles révélations parviennent sur la place publique illustrant sans équivoque la cacophonie qui s'est emparée des membres de ce pouvoir parallèle, est-il encore supportable de prêcher la patience quand tous les voyants indiquent l'urgence ? Où trouver justement le dernier prédicateur optimiste crédible pour convaincre l'opinion qu'il est possible de s'accommoder d'une situation aussi opaque ? Nulle part, il ne se trouvera plus des voix pour proposer des ébauches de solutions consensuelles afin de colmater les dérives de l'actuelle gouvernance d'une part et d'autre part pour mettre fin au dangereux accaparement de certaines prérogatives présidentielles au prétexte qu'elles auraient fait l'objet de délégation de pouvoir alors qu'en réalité nous avons affaire à une véritable carambouille politique. Si par conséquent l'Algérie en est réduite à un pouvoir fantôme, ce ne serait donc que le courage qui avait manqué dès 2014 à la totalité des institutions. Celui d'imposer, par tous les moyens dont dispose la République, l'application de toutes les dispositions relatives aux «empêchements» codifiés dans la Constitution. Alors que l'effondrement de l'Etat est devenu une terrible probabilité à court terme, c'est un roublard du genre de Saâdani que l'on missionne pour enfumer l'opinion. Régleur de compte sans élégance politique, il pousse la trivialité oratoire à ses limites tout en se donnant des accents de révolutionnaire pourfendeur des reliquats du totalitarisme secret. Accusant ceux qui agissaient «derrière les rideaux» contre la liberté publique ce Robespierre de pacotille a, cependant, omis de désigner également son employeur. Car si l'ex-patron du DRS mérite le pilori pourquoi l'exception s'applique-t-elle au seul Saïd Bouteflika ? Celui que la rumeur n'en finit pas de désigner comme le Beria du palais ne serait-il pas à son tour dans l'obligation de clarifier publiquement ses missions auprès du chef de l'Etat. Car outre celles de garde-malade et d'homme de confiance, il serait également le grand inspirateur de l'ensemble des stratégies qui partent du siège de ce pouvoir. Or pour peu qu'il se fasse violence et n'avance plus masqué cela pourrait constituer le bon déclic permettant d'envisager avec un minimum de sérieux l'examen de l'hypothèse relative à la transition que l'on n'a eu de cesse d'évoquer depuis quelques mois.

Faute d'autres possibilités, l'Algérie n'a pour l'instant que la mince alternative de cette provisoire échappatoire afin de se soustraire à la calamité imminente. Une voie étroite pour survivre d'abord à la malédiction d'une mégalomanie de politicien.

B. H.

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam

Gérer notre rapport au monde, pas la réception d'un consulat, tout de même !

Ordre a été donné à Saâdani de ne plus s'exprimer qu'à travers un seul canal.

Canal Plus, le 1er samedi du mois !

Cette affaire du ministre des… Affaires étrangères qui se déplace en visite surprise au consulat d'Algérie à Nanterre, en France, m'interloque au plus haut point. S'il faut que Lamamra, le ministre en personne se drape dans un imperméable gris, mette un chapeau, de fausses moustaches et prenne l'avion pour aller inspecter incognito ce consulat, et ensuite déclarer «ce qui se passe ici est inacceptable !» tout en arrachant théâtralement ses fausses moustaches, son imper et son chapeau, pourquoi alors gaspiller l'argent du contribuable à se doter de tout un ministère ? Pourquoi jeter nos économies et nos impôts dans le financement d'un tas de services, notamment une chiée d'inspections «Machin-Chose», de départements «Amar Bouzouar» ou encore dans des services de «Suivi du fil de l'eau qui fuit» ? Ça ne sert à rien ! C'est un crime économique en ces temps de disette. Faut juste avoir un ministre et les coordonnées d'un bon commerçant spécialisé dans les accessoires, vêtements de location, maquillage pour le grimage, perruques et autres objets servant à vous faire passer pour… Passe-Partout ! Depuis des mois – que dis-je ? – depuis des années, nos compatriotes vivant à l'étranger, plus récemment des associations algériennes de plus en plus actives et positivement agressives ne cessent d'appeler au secours, de dénoncer certains de nos consulats et ambassades devenus des «zones d'exclusion» de fait des Algériens. Des rapports ont été faits. Des vidéos ont été tournées. Des témoignages ont été rendus publics. Et au bout, quoi ? C'est le ministre lui-même qui va au charbon, décide entre lui et son image projetée sur la glace de sa salle de bains, le matin en se rasant qu'il va débarquer sans prévenir à Nanterre ! Et après ? Où, dans quel consulat, dans quelle ambassade de quel pays de la planète allez-vous vous rendre soudain-tout-à-coup-sans-coup-férir, la semaine prochaine, Si Ramtane ? Pouvez-vous, avec votre planning d'enfer, vos rendez-vous internationaux urgents, vous permettre de jouer, en plus, à l'inspecteur Clouzot ? Ou, pis, à l'Inspecteur Gadget ? Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.